



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 avril 2013  
Français  
Original : anglais

---

**Session de fond de 2013**

Genève, 1<sup>er</sup>-26 juillet 2013

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Déclaration présentée par le United Cities and Local Governments, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

13-31141X (F)



Merçi de recycler 



## Déclaration

S'appuyant sur le document final de Rio +20, dans lequel les participants ont reconnu les autorités locales et infranationales comme des partenaires essentiels, les organisations gouvernementales locales et régionales se sont réunies au sein d'un groupe de travail mondial pour le programme de développement de l'après-2015.

Étant donné que les gouvernements locaux et régionaux constituent le palier gouvernemental le plus proche de la population, ils ont un rôle clé à jouer pour sensibiliser les citoyens aux questions du développement durable. Ce sont également des acteurs majeurs dans la promotion de la santé puisqu'ils fournissent les services de base dans ce domaine, travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux pour garantir l'accès à une eau potable en quantité suffisante, aux installations sanitaires, aux soins de santé, à l'enseignement primaire et aux services d'urgence.

Les gouvernements locaux et régionaux réclament depuis longtemps que la culture soit reconnue comme le quatrième pilier du développement durable. L'avenir tel que nous l'envisageons, avec des sociétés axées sur la santé, la sécurité, la tolérance et la créativité, ne se réalisera que si nous tenons explicitement compte de la composante culturelle de la durabilité.

Associés à une culture solide et à l'innovation, les gouvernements locaux et régionaux sont les principaux moteurs du développement durable et de la croissance inclusive nécessaire à la transformation structurelle de l'économie. Une approche culturellement novatrice et fiable peut contribuer à créer des emplois décents et à améliorer la résilience, grâce à la construction de bâtiments économes en énergie, au développement de moyens de transports multimodaux et alternatifs, et au retour des sources d'approvisionnement alimentaire dans les villes ou à proximité de celles-ci, sous la forme d'une agriculture urbaine.

## Culture

Les gouvernements locaux ont fait d'énormes progrès dans l'élaboration de politiques culturellement viables contribuant à l'édification de sociétés résilientes et novatrices. Des centaines de villes dans le monde ont adopté l'Agenda 21 pour la culture, qui s'appuie sur la relation entre les politiques culturelles locales et les droits de l'homme, la gouvernance, le développement durable, la démocratie participative et la paix.

En 2010, des associations internationales de gouvernements locaux se sont mises d'accord pour réclamer que la culture devienne le quatrième pilier du développement durable, incitant les gouvernements locaux à inclure explicitement la culture dans le modèle de développement, et mettant la culture et ses composants à la portée de tous les habitants. Cette approche inclut la protection des droits des citoyens à la liberté d'expression et à l'accès à l'information et aux ressources.

Nous sommes convaincus que les politiques et les objectifs du développement durable ne seront atteints que s'ils sont ancrés dans la culture et tiennent compte du contexte local, et ce pour les raisons suivantes :

- La culture renforce la dimension économique. Elle génère des revenus et des emplois, et elle a un impact sur l'entrepreneuriat, les nouvelles technologies et le tourisme. La culture apporte la créativité et l'innovation dans l'économie;

- La culture est liée à la dimension sociale. Elle fournit des outils pour lutter contre la pauvreté, facilite la participation des citoyens, insuffle à chacun un sens de la dignité tout en renforçant le dialogue interculturel et l'égalité des droits, et contribue à l'édification de sociétés pacifiques;
- La culture englobe la dimension environnementale, en faisant prendre conscience aux individus de leur responsabilité de protéger l'environnement et de prendre des mesures face aux changements climatiques;
- Les valeurs essentielles au développement, comme la créativité, le patrimoine, la connaissance et la diversité, doivent façonner la culture et en faire le quatrième pilier du développement. Pour parvenir à une approche holistique et intégrée, il faut explicitement tenir compte de ces valeurs et les mettre en pratique.

Les politiques de développement durable réussies doivent s'appuyer sur la culture comme moteur et vecteur du développement et sur des sociétés tournées vers l'être humain. La pauvreté n'est pas uniquement liée aux conditions matérielles et aux revenus, mais aussi au manque de capacités et de possibilités, y compris en termes culturels.

Les gouvernements locaux sont persuadés que le nouveau programme de développement devrait inclure des cibles pour la culture et des indicateurs mesurables pour la créativité, le patrimoine, la connaissance et la diversité. Cela devrait permettre aux citoyens de mener l'existence à laquelle ils aspirent.

### **Innovation**

Les villes et les gouvernements municipaux ont mis en œuvre des plans et des programmes novateurs liés aux objectifs du Millénaire pour le développement et tentent de lutter contre les inégalités croissantes au sein de leurs populations. Par exemple, les gouvernements municipaux qui se sont engagés vis-à-vis de la santé ont souvent mis en place des programmes favorisant l'accès à un logement de qualité à prix abordable, renforçant la cohésion sociale et les réseaux de soutien social, offrant de meilleures perspectives d'emploi et un accès à des ressources de qualité en matière éducative, culturelle, récréative, commerciale, sanitaire et de plein air.

De nombreux gouvernements dans le monde ont mis en œuvre des formes novatrices de démocratie participative pour lutter contre les inégalités subies en matière d'expression et d'influence par les groupes à faible revenu, les minorités et les victimes de la discrimination. Cela se manifeste par la budgétisation ou la planification participative, les assemblées locales ou les "journées de dialogue" entre élus locaux et collectivités, l'attribution de quotas garantissant la représentation des femmes, des autorités traditionnelles ou de certaines minorités, l'utilisation des médias sociaux et des nouvelles technologies pour encourager la participation, et le recours à différents types de référendums ou de consultations.

Bon nombre de gouvernements municipaux travaillent désormais avec des organisations ou des fédérations représentant les habitants des taudis pour s'attaquer directement à plusieurs inégalités incluant le logement, l'infrastructure, les services, l'État de droit et la participation. Tous ces programmes luttent directement ou indirectement contre l'un des aspects les plus profonds de l'inégalité, à savoir la discrimination dont sont victimes les habitants des taudis ou des implantations

sauvages dans toutes les zones mentionnées précédemment. En Asie, de nombreux gouvernements municipaux contribuent à des fonds communautaires de développement qui ont été mis sur pied par des groupes d'épargnants des quartiers sauvages pour financer l'amélioration de l'infrastructure et des services locaux.

Les gouvernements locaux qui ont le mieux réussi dans ce domaine appartiennent généralement à des pays dans lesquels les gouvernements nationaux travaillent de concert avec tous les paliers gouvernementaux infranationaux et où la ville métropolitaine et les gouvernements municipaux ont la responsabilité et les moyens de lutter contre les inégalités. En effet, dans la plupart des pays à revenu élevé, presque tous les citoyens ont accès aux écoles, aux soins de santé et aux services d'urgence, même si la qualité de ces prestations est moins bonne pour certains groupes. Ce n'est généralement pas le cas dans la majorité des pays à faibles et moyens revenus.

### **Une croissance inclusive reconnaissant les dimensions environnementales et sociales**

Les gouvernements locaux et régionaux se sont engagés dans le développement économique local et misent sur les politiques en faveur des pauvres et la création d'emplois décents dans des économies urbaines vertes qui encouragent la consommation et la production durables.

Dans le monde urbanisé d'aujourd'hui, et compte tenu des tendances actuelles qui se poursuivront au cours des années à venir, avec près de 70 % de la population mondiale habitant dans les villes, l'urbanisation durable est une source de développement. Des villes bien planifiées, bien conçues et bien gouvernées peuvent générer une croissance économique et des moyens de subsistance. L'urbanisation durable repose sur une approche et une cohésion territoriales, et accorde une attention particulière à l'atténuation du changement climatique et l'adaptation aux conséquences de ce phénomène, ainsi qu'à la prévention des risques et à la sécurité des villes.

Les villes ont également une responsabilité à jouer en matière de protection et de gestion durable de l'environnement, de la biodiversité et des ressources naturelles.

Étant donné que les gouvernements locaux doivent fournir les services de base et assurer le bien-être de leurs populations, ils ont un rôle clé à jouer dans les questions relatives à l'utilisation durable des ressources, la génération et l'utilisation des déchets, la protection des écosystèmes et la minimisation des émissions de gaz à effet de serre.

### **Encourager l'accès à la connaissance, la solidarité et la cohésion**

Les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle clé à jouer dans le transfert des connaissances, à la fois au sein de leurs populations et entre eux.

Les gouvernements locaux et régionaux, qui représentent les paliers gouvernementaux les plus proches de la population, mobilisent les citoyens et favorisent la solidarité et la compréhension du programme mondial au sein des collectivités locales.

Les gouvernements locaux ont également un rôle clé à jouer dans la promotion du transfert du savoir-faire par le biais de la coopération décentralisée. Au cours des dernières années, les projets et les programmes de ce type se sont multipliés, notamment dans la coopération Sud-Sud et triangulaire.

La coopération décentralisée est un outil puissant pour le renforcement des capacités et le soutien du développement institutionnel au niveau infranational, et pour renforcer les efforts de construction nationale dans les sociétés en transition. La coopération décentralisée se base sur les caractéristiques et les expériences partagées, qui facilitent et optimisent grandement le transfert de la gouvernance, des idées et des meilleures pratiques.

Le cadre de développement et les plans d'action nationaux devraient fournir aux gouvernements locaux la capacité d'élaborer et de mettre en œuvre des plans locaux de développement, notamment pour la prestation des services publics, afin de garantir une coopération cohérente et efficace en faveur du développement.

---